

A.M., 2023

**Arrêté 0082-2023 du ministre de la Sécurité publique
en date du 12 juillet 2023**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Senneterre

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des feux de forêt font rage dans la région de Senneterre et que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Ville;

Vu que le conseil de la Ville de Senneterre a déclaré l'état d'urgence local sur son territoire, par la résolution numéro 2023-155, le mercredi 21 juin 2023, pour une période de cinq jours;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois, par la résolution numéro 2023-156, pour une période additionnelle de cinq jours, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 26 juin 2023;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Ville de Senneterre a renouvelé de nouveau, par la résolution numéro 2023-157, sa déclaration d'état d'urgence local pour une période de cinq jours, se terminant le jeudi 6 juillet 2023, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le samedi 1^{er} juillet 2023;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Ville de Senneterre à renouveler l'état d'urgence local déclaré le mercredi 21 juin 2023, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 6 juillet 2023.

Québec, le 12 juillet 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

80358

A.M., 2023

**Arrêté 0075-2023 du ministre de la Sécurité publique
en date du 12 juillet 2023**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Val-d'Or

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des feux de forêt font rage dans la région de Val-d'Or et que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Ville;

VU que la mairesse de la Ville de Val-d'Or, madame Céline Brindamour, a déclaré l'état d'urgence local sur le territoire du lac Guegen, du lac Villebon ainsi que du lac Matchi-Manitou, le mardi 20 juin 2023, à 16 h 05, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Ville de Val-d'Or a renouvelé, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le jeudi 22 juin 2023, par la résolution numéro 2023-214, la déclaration d'état d'urgence local pour une période de cinq jours, se terminant le mardi 27 juin 2023;

VU que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Ville de Val-d'Or à renouveler l'état d'urgence local déclaré le mardi 20 juin 2023, à 16 h 05, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mardi 27 juin 2023.

Québec, le 12 juillet 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

80346

A.M., 2023

Arrêté 0078-2023 du ministre de la Sécurité publique en date du 12 juillet 2023

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Val-d'Or

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que des feux de forêt font rage dans la région de Val-d'Or et que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Ville;

VU que la mairesse de la Ville de Val-d'Or, madame Céline Brindamour, a déclaré l'état d'urgence local sur le territoire du lac Guegen, du lac Villebon ainsi que du lac Matchi-Manitou, le mardi 20 juin 2023, à 16 h 05, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois, par la résolution numéro 2023-214, pour une période additionnelle de cinq jours, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le jeudi 22 juin 2023;

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Ville de Val-d'Or a renouvelé de nouveau, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le mardi 27 juin 2023, par la résolution numéro 2023-217, la déclaration d'état d'urgence local pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 2 juillet 2023;

VU que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Ville de Val-d'Or à renouveler l'état d'urgence local déclaré le mardi 20 juin 2023, à 16 h 05, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 2 juillet 2023.

Québec, le 12 juillet 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

80343